

La réforme des retraites rejetée par les citoyens des 235 villes Sous-préfectures et des villes moyennes

Site : *lemonde.fr*. Publiée mardi 21 février 2023

Samedi dernier, une nouvelle catégorie de manifestants a défilé partout en France, il s'agit de « primo-manifestants ».

Beaucoup vivaient non pas à Paris, mais dans des villes moyennes, ces pôles de centralité. Ils habitent des villes Sous-préfectures (la France en dénombre 235), des bourgs, ces villes belles et trop souvent oubliées par le pouvoir central. La France si proche et si éloignée des grandes métropoles.

Pourquoi ces « primo-manifestants » (des artisans, des commerçants, des employés, etc.) ont décidé de sauter le pas et de concrétiser leur opposition à la réforme des retraites du Gouvernement ?

Car les habitants de ces villes moyennes sont les premiers pénalisés par le contexte économique, politique, international et donc par le projet de réforme du Gouvernement qui s'inscrit dans une symbolique sacrificielle des classes moyennes. Et qui interroge également le contrat social de la IV^{ème} et V^{ème} République.

Les habitants de ces villes ne se sentent pas déconsidérés, mais non considérés par le Gouvernement et plus globalement les décideurs publics.

Ce sont les électeurs à qui on fait appel à leur esprit républicain à chaque second tour de l'élection présidentielle. Pour les oublier aussitôt.

L'impact de l'inflation est plus forte dans ces villes Sous-préfectures - et intercommunalités ou bassins de vie - que dans les grandes métropoles (à travers les sujets des transports, par exemple). Nombre d'entre-elles ont subi de plein fouet la mondialisation et donc la désindustrialisation. Les centres-bourgs, les villages et les communes ont vu progressivement partir leurs commerçants, leurs médecins, leurs entreprises, leurs jeunes. Ils subissent déjà depuis des années la désertification des services publics les obligeant à aller dans les métropoles pour avoir accès par exemple à un médecin spécialiste.

Aujourd'hui comme à l'ensemble des Français, le Gouvernement leur demande de faire des efforts supplémentaires en travaillant plus longtemps pour le même niveau de vie.

Mais les villes moyennes grondent, car elles ont l'impression de payer autant (voire plus), mais pour moins de services. Et pour également moins d'écoute, moins de considération que les habitants des grandes villes.

Les inégalités en termes d'accès aux services publics ne s'effacent pas avec la retraite ou le report de l'âge de la retraite, ils les renforcent et renforcent ce fort sentiment d'injustice. La République n'est plus une et indivisible, à rebours de l'article 1^{er} de la Constitution française.

Un jeu de défiance s'instaure entre Paris et ces villes, entre le Gouvernement et les 235 villes Sous-préfectures. Cette défiance s'inscrit sur le sentiment de sympathie des gilets jaunes que le

Covid a pu différer. **Ce séparatisme spatial, géographique, social est dramatique.** Il entretient la haine, le ressentiment.

Ces villes moyennes constituent la colonne vertébrale de la France, celle qui votent, qui travaillent et qui constituent le socle social de notre démocratie. C'est la France de ceux qui sont attachés à leur territoire, aux valeurs républicaines, à l'identité de notre pays.

Longtemps appelé à tort la France Périphérique, cette France doit être remise au centre des priorités de l'État et de l'action publique, car c'est par elle que viendra la transformation qu'appelle les Français de leurs vœux. Car il s'agit du berceau des classes moyennes.

Il convient de mener – dès à présent – une très vive politique de **développement des territoires.**

Mais aujourd'hui à l'heure où Paris perd chaque année des habitants, les villes moyennes en gagnent, car cette diversité géographique forme l'atout de notre pays sur laquelle repose notre formidable capacité d'adaptation.

Ces villes constituent pourtant l'avenir de la France par leurs capacités de développement, d'innovation, de souveraineté nationale, mais aussi et surtout cette formidable force de changement et d'envie pour notre pays.

Un puissant plan d'actions global à l'égard de ces 235 villes Sous-préfectures doit être mis en place très rapidement.

Il est nécessaire que le gouvernement entende cette colère et ces craintes vives, car le jour où ces villes moyennes basculeront dans l'abstention (encore plus massive), le rejet total ou le vote contestataire ; **les répercussions seront immenses, elles changeront – certainement à jamais – l'histoire de notre pays.**

Fabien VERDIER,

Maire de Châteaudun,

Porteur avec des élus et experts d'une initiative

en faveur du développement des 235 villes Sous-préfectures

et Antoine SCHWOERER,

Ancien conseiller ministériel

@ : fabien.verdier@mairie-chateaudun.fr